

PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

Éditorial	1
Focus	1
Ce que nous faisons	2
Ce que nous faisons (2)	2
Portrait	3
Focus (2)	3
Le savez-vous ?	4
Astuces	4
Agenda et annonces	5
Détente	5

Le chiffre de la semaine :

98,76%

Le pourcentage des personnes conscientes de l'existence du SIDA (zone rurale : 97,06 % ; zone urbaine : 99,50 %)



Burkina Faso

EDITORIAL : NEGOCIATIONS COMMERCIALES APE / DOHA

Les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) sont engagés dans des négociations commerciales avec l'Union Européenne (UE) afin de rendre compatible les anciens accords de Lomé avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), notamment l'absence de préférences commerciales discriminatoires. L'option stratégique d'accord de libre échange entre les pays ACP et l'UE a été retenue.

En Afrique de l'Ouest, le cadre de négociation des Accords de Partenariat Économique (APE) entre la CEDEAO et l'UE a été précisé par la feuille de route d'Accra, le 4 août 2004. Le calendrier indicatif des négociations retient deux étapes principales : une première étape, au cours de laquelle les outils disponibles pour consolider et renforcer l'intégration économique sont passés en revue, le cadre de référence de l'APE est fixé et les programmes d'amélioration de la compétitivité et du programme de mise à niveau sont formulés ; une seconde étape au cours de laquelle l'architecture globale des APE est décrite et le projet d'accord élaboré dans l'ensemble

des domaines liés au commerce. Afin de garantir la transparence de la négociation des APE, les études d'impact menées lors de la première phase devraient être large-



ment diffusées auprès de la société civile et du secteur privé.

Pour sa part, l'Afrique de l'Ouest (AO) a mis en place sa propre structure au niveau régional organisée autour d'un Comité ministériel de suivi des négociations (CMS), d'une équipe ministérielle de facilitation et d'un comité technique d'appui aux négociations constitué d'experts des administrations des États membres, du secteur privé et de la société civile.

Lors de la trente troisième session des chefs d'État et de gouvernement ouest africains réunis à Ouagadougou (19 janvier 2007), la

demande de report formulée par le CMS a été atténuée et modifiée en une recommandation sur le contenu et les objectifs ultimes des APE : «les chefs d'État et de gouvernement recommandent vivement aux négociateurs d'être flexibles dans leur approche, dans la perspective de conclure un accord qui serve les intérêts de la population Ouest africaine».

Les principaux points d'accord et de blocage sont les suivants : l'Afrique de l'Ouest et l'UE s'accordent pour couvrir les domaines suivants mais doivent encore détailler leur contenu : établissement d'une zone de libre échange de biens, règles d'origine, instrument de défense commerciale et mesures de sauvegarde, facilitation du commerce et coopération administrative, mesures sanitaires et normes techniques, propriété intellectuelle. Les points de désaccord entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE portent sur l'investissement, la concurrence, les marchés publics, les normes de travail et l'environnement.

La Rédaction

FOCUS : Débat sur la Réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU par des élèves de la ville de Ouagadougou

Le samedi 31 mars dernier, s'est tenue à la salle de conférence du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Régionale une 'simulation d'une réunion d'expert sur la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU'. Organisée par les étudiants de l'IDRI (Institut Diplomatique et des Relations Internationales), la simulation, dont le but était de familiariser les élèves et le grand public d'une façon générale à la connaissance du fonctionnement des institutions internationales, et partant du fonctionnement de la diplomatie mondiale, a porté sur le système des Nations Unies qui en est le reflet. Cela s'est articulé sur l'approche « Modèle



Les autorités et les lauréats

des Nations Unies » ou « Model UN » et vu sa vocation éducative, l'activité a connu la participation d'élèves issus d'environ une dizaine d'établissements secondaires de la ville de Ouagadougou. Les participants étaient réunis en 'équipes d'experts' représentant des pays donnés et repartis en délégations de cinq élèves, enca-

drés par deux enseignants. La cérémonie était présidée par une équipe représentant le Secrétariat Général des Nations Unies. Les différentes équipes représentaient les groupes suivants : les Membres permanents du Conseil de Sécurité, l'Afrique, l'Asie Pacifique, l'Europe et l'Amérique. En outre, un jury était chargé d'apprécier les prestations des différentes délégations avec à la clé pour les trois meilleurs, un poste téléviseur et un lecteur DVD pour le 1^{er} prix, une télévision et une calculatrice pour le 2^e prix et un téléviseur pour le 3^e prix, en plus de quelques prix spéciaux tel celui du meilleur orateur. **NI**

CE QUE NOUS FAISONS : Mission de formulation des trois sous programmes du Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des terres

Le PNUD en tant qu'agence lead et agence d'exécution du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), ayant la charge des trois sous programmes sur les cinq que compte le CPP (Country Partnership Programme for Sustainable Land Management) procède du 05 au 30 avril 2007 à la formulation des trois sous programmes dont il a la responsabilité. Pour ce faire, quatre consultants ont été commis à cette mission au profit du gouvernement à travers le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie.

La mission avait pour but de (i) faire une analyse de la situation des cadres de concertation et des différents outils de planification existants et de leur fonctionnalité, tant au niveau national que régional ; (ii) proposer une démarche pour la définition de pistes modulées de création d'une structure nationale de gestion durable des terres en cohérence avec ceux des sites d'intervention ; (iii) préparer un programme chiffré à soumettre au FEM pour le déblocage des fonds nécessaires à la mise en œuvre des sous programmes formulés.

Il a été constaté l'existence au niveau des différentes institutions gouvernementales, d'une multitude de cadres de concertation, de coordination, de réflexion, ainsi que d'institutions, ayant tous dans leurs attributions la gestion des ressources naturelles. Il ressort de l'analyse de cette situation qu'il y a : (1) un manque de cohérence dans leurs attributions, du reste parfois contradictoires, (2) un certain nombre n'a jamais fonctionné et s'ils le sont, ils fonctionnent d'une manière sporadique, liée souvent au financement des projets qui une fois achevé entraîne l'arrêt du fonctionnement du cadre de concertation ; (3) un cadre de concertation pour chaque ministère et ce sont les mêmes acteurs qui se retrouvent dans ces différents organes de concertation.

Au plan des politiques, stratégies, plans et programmes, il a été recensé plus d'une centaine, sans que l'on ne sache quelle est la ligne de hiérarchie entre eux ou comment les acteurs de terrain peuvent les mettre en application. Face à cette situation, la mission a constaté tout de même l'existence d'un certain

nombre de dynamiques porteuses initiées par le gouvernement, tel que la décentralisation, la sécurisation foncière en milieu rural et l'aménagement du territoire, qui offrent des opportunités sur lesquelles la gestion durable des ressources naturelles et le CPP peuvent s'arrimer.

Au titre de la composante nationale, la mise en œuvre devrait mettre à plat les différents cadres de concertation ayant un lien avec la gestion durable des ressources naturelles afin d'en faire une analyse critique pour mettre en relief toutes les contradictions et enjeux.

Au titre des composantes régionales, il est recommandé de s'appuyer de façon pragmatique et flexible, sur les organes fonctionnels qui existent, en particulier ceux de la Réforme Agricole et Foncière (RAF) et de la décentralisation, pour assurer la concertation et la coordination des actions des différents intervenants. L'identification et la mise en œuvre des actions se feront sur une base pragmatique et catalytique. Dans certains cas, il y aura la nécessité de renforcer ou de réorganiser ces organes de concertation. L'existence d'opportunités de co-financement, tant par les projets/programmes que par le secteur privé, augure des perspectives assez satisfaisantes pour la mise en œuvre de ce programme, bien que pilote, mais d'importance majeure, au Burkina Faso. **CC/SBI/NI**

CE QUE NOUS FAISONS : Le Burkina Faso tient la 7^{ème} revue annuelle de son Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

Le vendredi 6 avril 2007, se tient dans la salle de conférence du Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale la septième revue du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté du Burkina Faso (CSLP). La revue de cette année, placée sous le thème de l'accélération des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), comme les précédentes, permettra au Gouvernement et ses partenaires au développement d'apprécier ensemble les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre des actions de lutte contre la pauvreté et de proposer des recommandations dans le sens de l'amélioration des résultats sur le terrain.

Le rapport de revue du Programme d'actions prioritaires (PAP) du CSLP pour l'année 2006 soumis à la présente revue a été élaboré suivant un processus participatif marqué par plusieurs étapes :

- la tenue courant septembre

2006 des sessions des commissions sectorielles et thématiques (CST) sur l'examen des principes directeurs de mise en œuvre du CSLP ;

- la session du Comité ministériel d'orientation et de suivi (CMOS) tenue le 30 janvier 2007, consacrant l'adoption des principes directeurs et le lancement du processus de la revue ;
- le lancement du processus d'élaboration des rapports régionaux avec la réunion de méthodologie tenue avec les gouverneurs de régions ;
- la tenue de réunion de méthodologie avec les rapporteurs des commissions sectorielles et thématiques (CST) ;
- l'élaboration des rapports des CST ;
- l'élaboration du rapport de la revue sur la base des rapports des CST et des rapports régionaux.

Dans le cadre de ce processus, le

PNUD a coordonné les travaux du groupe des Partenaires techniques et financiers en charge de la bonne gouvernance.

Placée sous la présidence du Ministre de l'Économie et du Développement, la revue s'articulera autour d'une série de présentations suivies d'échange sur les points suivants :

- la synthèse du rapport global de mise en œuvre du PAP/CSLP en 2006 ;
- la note technique pour l'accélération des OMD ;
- les résultats provisoires de l'enquête QUIBB ;
- la contribution des Organisations de la société civile à la lutte contre la pauvreté.

Au regard du thème de cette revue, il faut espérer qu'à l'issue de cette rencontre de dialogue et d'échange, le Burkina Faso avec l'appui de ses partenaires, prenne une option sérieuse dans le sens de la réalisation des OMD. **DK**

PORTRAIT : LE COMMANDANT ADOLPHE SIMBORO - UN SAINT CYRIEN A LA CELLULE DE SECURITE

Adolphe Simboro, Commandant de son État et adjoint au responsable de la sécurité des Nations Unies, donc bien connu de tous, est né le 08 décembre 1962 dans la province du Sourou.

Après un parcours académique des plus classiques, dont l'essentiel s'est passé au Prytanée Militaire du Kadiogo (PMK), M. Simboro a fait un passage à la faculté de droit de l'Université de Ouagadougou en 1982. De 1989 à 1993, il a effectué un stage de spécialisation à l'École Militaire de Saint-Cyr en France. Plus récemment, en 2003, il a effectué un stage à l'École d'État Major au Gabon.

En ce qui concerne son parcours professionnel, notre commandant a d'abord été instructeur au Prytanée Militaire du

Kadiogo à Kamboinsé, situé à la périphérie de Ouagadougou. Ensuite, toujours en tant qu'instructeur, M. Simboro a fait ses



Cdt Adolphe Simboro

preuves à l'académie militaire Georges Namoano à Pô. Dernièrement, avant de rejoindre le SNU, il a été Chef de corps du 20^e Régiment de Commandement d'Appui et de Soutien à Ouagadougou.

C'est donc un militaire confirmé qui est arrivé aux Nations Unies le 10 octobre 2005. En effet le commandant Simboro est l'Offi-

cier de Sécurité du Système des Nations Unies au Burkina Faso depuis cette date. C'est dans ce cadre qu'il a pour mission d'organiser et de mettre en œuvre les mesures de sécurité en vue de permettre la conduite des opérations et programmes de toutes les agences du SNU dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté. Tâche lourde de responsabilité, qu'il dit.

A partir du 04 mai 2007, le Commandant va nous quitter pour rejoindre son nouveau poste au bureau régional de Dakar au Sénégal, en tant qu'international de FSCO (Field Security Coordinator Officer).

Père de trois enfants (deux garçons et une fille), ce brave officier militaire, adore les voyages en famille et le sport, qu'il trouve toujours le temps de pratiquer, malgré un emploi du temps fort chargé.

NI/LD

FOCUS : Tenue de la session ordinaire du comité de pilotage du Programme National Plates Formes Multifonctionnelles.

La session ordinaire du comité de pilotage du Programme National Plates Formes Multifonctionnelles pour la Lutte Contre la Pauvreté se tiendra le Mercredi 11 Avril 2007 à partir de 9h dans la salle de réunion dudit Programme.

Le comité de pilotage est l'organe de conseil et d'appui politique et technique au programme. Il assure la supervision et la coordination de sa mise en œuvre.

A ce titre, le comité de pilotage est chargé de la supervision globale du programme, de la cohérence de ses objectifs avec les politiques et initiatives nationales, la validation de ses orientations générales ou spécifiques.

Les Ministères concernés par le comité de pilotage sont les

suivants : Économie et Développement, Finances et Budget, Mines, Carrières et Énergie, Enseignement de Base et Alphabétisation, Promotion de la Femme, Commerce, Promotion de l'Entreprise et Artisanat, Environnement et Cadre de Vie, Agriculture, Hydraulique et Ressources Halieutiques, Action Sociale et Solidarité Nationale.

Sont également membres statutaires du comité de pilotage, le PNUD, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, l'Observatoire national de la pauvreté et du développement économique humain durable (ONAPAD), le Secrétariat technique de coordination des projets de développement économique et social (STC-PDES), l'Institut de recherche en sciences sociales appliquées et technologiques (IRSAT), la Fédération des caisses populaires du Burkina (FCPB), le Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF), le

projet karité et les agences locales de réalisation (ALR).

Pour ce comité de pilotage, les participants auront à examiner au cours de la session ordinaire les points suivants inscrits :

- Présentation du rapport d'activités et du rapport d'exécution budgétaire 2006 et discussions et adoption ;
- Présentation du programme d'activités et du budget 2007, discussion et adoption.
- Problématiques du suivi des plates formes sur le terrain
- Divers

La fin des travaux est prévue pour 13 h 30mn.

La présidence du comité de pilotage est assurée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Économie et du Développement.

Etienne Mouni Kaboré

LE SAVIEZ-VOUS ? : Harmattan et suspension poussiéreuse

L'Harmattan est un vent chaud et sec, de direction Nord-Est à Est, en provenance du Sahara. Il souffle de décembre à février sur toute l'Afrique de l'Ouest du Sahel africain au Cameroun et au Tchad chargé de poussières et de sables.

La poussière est constituée de fibres et débris fins, assez légers pour être mis en suspension dans l'air, ou plus généralement, de matériaux particuliers d'un diamètre inférieur à 500 micromètres. Elle peut poser des problèmes graves pour la santé des hommes et des animaux. Sa qualité évolue avec les époques. Les poussières fossiles étudiées dans les échantillons anciens de poumons des morts du smog londonien

montrent une poussière essentiellement issue de la combustion du charbon, alors qu'on y trouve aujourd'hui un nombre bien plus diversifié de polluants, et jusqu'à des particules de métaux du groupe de platine perdus par les pots catalytiques dont l'objet est d'épurer l'air.

La poussière contient souvent une proportion significative de toxiques qui sont inhalés, notamment par les enfants qui sont plus actifs et inspirent proportionnellement plus d'air qu'un adulte (par rapport à leur masse corporelle). Dans ces mêmes zones, l'air est souvent acide, plus riche en ozone et en autres gaz polluants agressifs pour les poumons, ce qui favorise des phéno-

mènes de synergie. Même quand les poussières ne sont pas toxiques, leur inhalation chronique induit des cancers.

Les poussières sont le support de nombreux microbes et autres agents pathogènes qui ne peuvent vivre longtemps en suspension dans l'air, mais subsistent dans la poussière.

Symboliquement, le mot poussière désigne parfois le déchet, ou une quantité négligeable, avec une éventuelle connotation négative. Ce que rappelle aux catholiques la formule rituelle du mercredi des cendres « Souviens-toi que tu es poussière et que tu retourneras poussière ».

« De nombreuses initiatives sont le résultat direct de l'action des ONG internationales »

SECURITE : I.S.E.C.T. EST MAINTENANT ACTIVE AU BURKINA

Sur instruction des sièges d'agence et comme suite aux recommandations du SMT du BURKINA de ce jour 4 avril 2007, le système ISECT (Integrated Security Clearance and Tracking) du Burkina Faso a été activé à partir du 1^{er} avril 2007.

A quoi sert ISECT ? : Il permettra à tout le personnel du SNU au Burkina Faso de requérir en ligne son « security clearance » vers les pays qui le demandent (être au moins en phase de sécurité 1).

Comment y accéder ? :
1 Ouvrir le site <https://dss.un.org> ouvert à tout le personnel du SNU ;
• S'inscrire avec son ID number et son adresse mail ;

- Se connecter avec son mot de passe donné pendant l'inscription ;
- Demander son « security clearance » en cliquant sur ISECT (on peut le faire au choix en anglais ou en français).

Quels avantages avec ISECT ?
En plus de sa fonction initiale qui est de fournir les visas de sécurité en ligne par un simple click,

- 1 **Ce système permettra de suivre en ligne en temps réel, toutes les arrivées et les départs actuels ou passés dans un pays de tout le personnel du SNU.**
- 2 **En vous enregistrant,**

vous permettrez également de suivre l'état nominatif de tout le personnel du SNU présents et travaillant dans le pays ; finis les états nominatifs mensuels ;

- 3 **Il permettra de reporter, consulter et trier tous les incidents intervenus dans un pays.**

Dans le weekly travel advisory (disponible chaque semaine auprès des points focaux de sécurité des agences et du bureau de la sécurité) ci-joint vous trouverez l'état des **pays concernés**.

Merci de faire une large diffusion de ce système très simple qui est ISECT. Il sera toujours possible d'utiliser l'ancienne formule par email jusqu'au 1^{er} mai 2007, date à laquelle seul ISECT sera possible vers **les pays concernés**.
Cdt Simboro

P N U D—BURKINA
FASO

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

Visitez notre site
web : www.pnud.bf

Directeur de Publication
Ruby Sandhu-Rojon

Coordonnateur de la Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Rédacteurs
Jean-Philippe Tissier
Mahamadi Ouédraogo
Laure Diallo

Stagiaire
Nadège Ilboudo

Secrétariat de Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo

Lecteur-Correcteur-Réviseur
Alima Déborah Traoré

Publication
Laouali Sanou

AGENDA & ANNONCES

Le VNU Mauro, nouveau collègue de l'Équipe de Communication, arrive le mercredi 11 avril et prendra fonction le lendemain jeudi 12 avril. Nous lui souhaitons la bienvenue.

MM. Hervé Kouraogo et Nicolas Ponty de l'unité économique du PNUD participeront du 11 au 14 avril au cluster meeting des économistes consacré au thème de l'accélération de l'atteinte des OMDs. Ils seront accompagnés du Directeur général de la Planification (DGEP) et de M. Somé Abel du CAPES. Cette équipe représentant le Burkina Faso présentera les leçons apprises des travaux menés depuis maintenant un an, sur le thème de l'accélération de l'atteinte des OMD.

Le cluster meeting des Représentants Résidents du PNUD se tiendra à Brazzaville (Congo) du 25 avril au 03 mai 2007. Il concernera cette année tous les pays d'Afrique et les Directeurs Régionaux des autres agences du SNU.

Mme Basilisa Sanou, ONU HABITAT, sera absente du Bureau du 07 au 24 Avril 2007 pour une mission à Nairobi (Kenya) au siège de ONU Habitat pour prendre part à une rencontre mondiale des chargés de programmes (du 10 au 13 Avril) et poursuivre avec le Conseil d'Administration ; lequel Conseil d'Administration de ONU Habitat se tiendra du 16 au 20 Avril et connaîtra la participation d'une délégation nationale conduite par Mr Sékou BA, Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme.

DÉTENTE : LES DEUX AMIS

Roger et Richard sont deux des plus grands fans de base-ball en Amérique.

Pendant toute leur vie d'adulte, Roger et Richard ont discuté de base-ball en hiver.

Ils allaient à 60 parties par année. Ils ont même consenti que quiconque mourrait en premier essaierait de revenir pour dire à l'autre s'il y avait du base-ball au ciel. Une nuit d'été, Roger est décédé dans son sommeil après avoir regardé la victoire des Yankees plus tôt en soirée. Il est mort heureux.

Quelques nuits plus tard, son copain Richard se réveille au son de la voix de Roger de l'au-delà.

" Roger, est-ce que c'est toi? " dit Richard.

" Bien sûr que c'est moi, " répond

Roger.

" C'est incroyable! " s'exclame Richard.

" Alors dis-moi, est-ce qu'il y a du base-ball au ciel? "

" Bien, j'ai une bonne et une mauvaise nouvelle pour toi. Laquelle est-ce que tu désires entendre en premier? "

" Dis-moi la bonne nouvelle en premier."

" Bien, la bonne nouvelle est que " oui " il y a du base-ball au ciel, Richard."

" Oh, que c'est formidable! Alors que pourrait être la mauvaise nouvelle? "

" Tu lances demain soir. "

